

Mesdames et messieurs,

Chers amis, chers camarades,

Nous sommes réunis ici, dans cette belle et grande ville populaire de Marseille, pour lancer un appel.

Oui, ici en 2012, 220 ans après la proclamation de la République, nous le clamons haut et fort : la République, notre République, est à refonder.

Oui, la République, celle qui clame sur ses frontons « Liberté, Egalité, Fraternité », celle qui ne reconnaît que la souveraineté populaire, doit reprendre le combat.

Parce qu'elle est abîmée, défigurée, salie. Abîmée par l'indécence des inégalités et la violence des discriminations ; défigurée par l'arrogance des pouvoirs de l'argent, le poison des divisions et des concurrences à outrance ; salie par le racisme banalisé du Front national et d'une partie grandissante de l'UMP.

Les mots ne suffisent plus.

La République n'est pas un drapeau dans lequel il fait bon se blottir si c'est pour, aussitôt après, s'essuyer les pieds sur ses valeurs comme sur un paillason.

La République a toujours été un combat. La France a progressé et rayonné dans le monde chaque fois qu'elle s'est hissée au devant de ses valeurs fondatrices. Elle s'est déshonorée chaque fois qu'en son nom, ces valeurs ont été trahies.

La République n'est elle-même que quand elle fait vivre au quotidien, concrètement, ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Et aujourd'hui, en 2012, nous le disons, le combat doit reprendre, vite et fort, avant que la République ne s'abîme un peu plus encore.

Une nouvelle page doit s'écrire, que nous baptisons VI^e République.

C'est aux volontaires marseillais, partis en juillet 1792 de la rue Thubaneau à Marseille pour marcher sur Paris, que fut distribué un tiré-à-part avec les paroles de l'hymne écrit par Rouget de l'Isle.

Cela faisait deux ans déjà que les révolutionnaires diffusaient la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » depuis que Robespierre en avait fait la proposition dans son Discours sur l'organisation des gardes nationales.

« Liberté, égalité, fraternité », la devise nationale mettrait encore du temps à s'imposer officiellement définitivement mais depuis lors, elle n'a jamais plus quitté l'imaginaire républicain de notre nation.

On n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Qu'un peuple, qu'une nation décrète l'abolition des privilèges, proclame que « tous les hommes naissent libres et égaux en droits », et en fasse sa loi suprême, on n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Ces trois mots, inscrits au fronton de nos mairies, de nos écoles, ces trois mots sont les piliers de la France, du pays qui nous unit, de chaque femme, de chaque homme, né ici, et de chaque femme, de chaque homme qui choisit notre pays pour y vivre, qui le choisit pour nation.

On n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Il n'est pas donc étonnant qu'il ait toujours fallu se battre pour que ces mots passent de nos frontons à la réalité. Les privilégiés, hier ceux de l'Ancien régime, aujourd'hui les nouveaux aristocrates de la finance, ne s'y sont jamais résolus. Ils n'ont jamais cessé, pour entraver ces principes, d'en limiter la portée, de diviser, d'opposer, de discriminer, de séparer, de hiérarchiser, de mettre en concurrence les individus entre eux.

Nous voulons une société d'individus librement associés, solidaires et égaux en droits. Eux défendent une société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Jean Jaurès ne s'était pas trompé sur la portée historique de l'invention républicaine, lui qui qualifiait la République proclamée en 1792 de « sublime nouveauté du monde ».

« Que ce peuple, écrit le fondateur de *l'Humanité*, où il n'y avait pas d'esclaves, où il n'y avait pas de serfs et où, depuis le 10 août, tous les citoyens étaient égaux, s'élevât à la République, et qu'il devînt, vraiment, tout entier, dans tous ses éléments, un peuple de rois, voilà [...] la grande nouveauté et la grande audace ».

Aujourd'hui à nouveau, mes amis, mes camarades, il faut pousser les privilégiés vers la porte. Notre République souffre trop. L'heure de l'audace, celle de l'égalité, a de nouveau sonné.

Car à toutes celles et à tous ceux qui s'interrogent, et qui devant ce spectacle d'injustices qui n'en finit pas, se demandent : « Sommes nous impuissants ?

Je réponds avec conviction : « Non, nous ne sommes pas impuissants mais divisés ». Ce n'est pas du tout la même chose.

Et tant que nous sommes divisés, les privilégiés règnent. Ils nous isolent, ils nous opposent. Et la division des exploités, des dominés c'est leur force.

*

Comment s'y prennent-ils pour entretenir et développer ce climat de division ? Tout est fait pour que chaque être humain se sente plongé dans un climat permanent d'insécurité sociale, culturelle, existentielle.

Chacun de nous se sent menacé.

Désormais, un Français sur deux se déclare pauvre ou pense qu'il peut le devenir.

Il y a des milliards qui vont et viennent d'un bout de la planète à l'autre par de simples clics informatiques comme si le monde se réduisait à une gigantesque caisse enregistreuse. C'est nous, par notre travail, qui mettons cet argent en caisse, mais nous n'en tirons aucun bénéfice.

Des millions d'entre nous, de plus en plus nombreux, ont le sentiment de vivre en sursis.

Qui n'a ressenti au moins une fois qu'à tout moment, qu'au moindre coup dur, tout est compromis, qu'on peut tout perdre, que l'avenir est bouché, que la situation nous échappe. Certains en viennent à se dire qu'ils s'en tireraient bien mieux tout seuls en la « jouant perso » puisque, maintenant, dans la vie comme dans le commerce, on dirait qu'il faut éliminer les concurrents pour s'en tirer, car il n'y a pas de place pour tous.

Le matraquage sur l'austérité, sur la compétitivité, qui ignorent toutes ces fortunes capitalistes qui se gavent sur notre travail, est leur arme de division massive. Chacun est renvoyé à lui-même.

Eduquer ses enfants, se soigner, se loger, si vous n'en avez pas les moyens, c'est tant pis pour vous, c'est chacun pour soi. Chaque jour, chacun pense devoir, pour s'en sortir, affronter l'humanité entière et croit que personne ne sait qu'il existe, que personne ne se soucie de lui.

Divisés, nous sommes dominés. Dominés parce qu'empêchés de décider par nous-mêmes, dominés parce que soumis au chantage, réduits au silence le jour un plan « social » s'abat. Dominés parce qu'entravés en permanence de choisir sa vie, ses études, son lieu d'habitation, le sens de son travail. Dominés parce que sous-payés parce qu'on est une femme, un jeune, un immigré, et qu'en 2012, cela suffit encore pour nous traiter en salarié ou en citoyen de seconde zone.

Oui, tant que nous sommes divisés, ils règnent.

La violence de cette société est partout. Celles et ceux eux qui souffrent le plus, ont honte, se taisent, rasent les murs.

Quand on n'est pas encore tombé, on préfère prendre ses distances pour se protéger, dès que possible aller vivre ailleurs, un peu plus loin, pour échapper au malheur, quitter la grande ville et ses solitudes, quitter la banlieue et la stigmatisation. On en vient à avoir peur de ses semblables en croyant se protéger des difficultés qui nous frappent tous.

En vérité, la République est malade de la violence du fric, malade de la loi du plus fort, malade de la précarité généralisée et du chacun pour soi.

Tous les jours, on assigne les gens à leurs difficultés quotidiennes comme si la violence du monde leur tombait dessus sans que personne ne puisse lui faire face.

Mais c'est le système du fric, et ses valeurs de compétition et de concurrence qui opposent et tuent nos solidarités.

Au royaume du capitalisme, l'égoïsme des intérêts est roi.

Quand Mittal, le financier de l'acier, dispose à lui seul du pouvoir de vie ou de mort sur la sidérurgie nationale, à Fos, à Florange ou ailleurs, et qu'il continue sans vergogne d'empocher crédits d'impôts et aides publiques, qu'il impose sa loi au nouveau gouvernement, c'est que quelque chose ne tourne plus rond dans la République.

Quand les actionnaires et les marchés financiers nous font la leçon tous les jours sur les dépenses publiques, et qu'en réalité le taux de perception réel de l'impôt sur les sociétés est constaté à 28 % pour la moyenne des entreprises, mais à seulement à 13 % pour les grandes entreprises et à 8 % pour celles du CAC 40, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas à celui qui a le moins de contribuer le plus au pot commun, ce n'est pas au travail de payer pour le capital, c'est à l'économie et aux finances d'être au service de l'intérêt général.

Quand les dividendes s'envolent, et que les files des Resto du cœur s'allongent, quand la Commission européenne veut mettre fin à l'aide européenne versée aux associations de lutte contre la pauvreté et la précarité qui aident au quotidien des millions de Français et d'Européens et que notre gouvernement ne résiste pas, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas au précaire de se débrouiller tout seul, c'est à la société d'éradiquer la pauvreté en développant la solidarité et en garantissant le droit à l'emploi pour tous..

Quand les meurtres se multiplient en Corse et à Marseille, que les causes (le fric, la spéculation immobilière, les trafics mafieux) sont parfaitement identifiées, et que l'Etat ne trouve jamais aucun coupable, oui la République est malade et n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas en privatisant les services publics, ce n'est pas en abdiquant devant la violence qu'on s'en débarrasse, mais c'est en faisant jouer son vrai rôle à l'État, garant des lois, garant des droits, qu'on fait reculer l'impunité.

Quand à la tête de l'UMP, on se déchire sur fond de fraudes électorales, que seules comptent les ambitions personnelles des belligérants alors qu'on prétend vouloir gouverner la France, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce ne sont pas les calculs égoïstes et égocentriques qui font l'homme d'État, c'est le sens de l'intérêt de la France, c'est l'attention constante portée au débat et à la décision démocratique, c'est le respect des engagements pris qui font la femme ou l'homme de gouvernement.

Quand des millions de Français sont montrés du doigt en raison de leur religion, qu'un président pour rester au pouvoir se lance dans une compétition raciste et xénophobe, ou qu'un député pour prendre la tête de son parti attise la haine dans les cours d'école avec des provocations imbéciles et humiliantes, la République n'est plus tout à fait la République.

Quand on multiplie les contrôles de police « à la gueule du client », et que des centaines de jeunes Français sont harcelés, non pas parce que leurs comportements sont suspects ou leurs agissements criminels mais parce qu'ils sont considérés a priori, à cause de leur apparence, comme suspects, la République n'est plus tout à fait la République.

Voilà la société dont nous ne voulons plus. Les puissants attisent la méfiance et les peurs. Nous y perdons tous et eux seuls y gagnent.

Nous, notre force, c'est notre unité. Unité dans l'égalité des droits. Unité dans le refus de toutes les discriminations sociales, ethniques, religieuses, sexuelles ou territoriales. Nous concevons toutes nos diversités comme le patrimoine commun de toute l'humanité, de chacune et chacun d'entre nous. Nous combattons toutes les aliénations. Nous ne voulons pas nous enfermer dans des identités étriquées et figées. Nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Nous voulons construire ensemble un nouveau monde de partage et d'humanité.

Face à toutes les divisions, nous avons donc la solution. Rien n'est plus urgent pour sortir ensemble de la crise que de reconquérir notre liberté, de reconstruire l'égalité des droits pour tous, de refonder la fraternité.

Oui, la République que nous voulons vivre pleinement aujourd'hui, c'est la République de l'égalité sociale.

« La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément », déclamait Jacques l'Enragé à la tribune de la Convention en juin 1793. Face aux féodalités financières, cela demeure d'actualité.

On nous dit : « l'égalité sociale, ce n'est pas possible ». Je réponds que ce n'est pas l'égalité sociale qui est impossible, c'est de laisser les inégalités et les injustices se creuser qui rend la vie en société impossible.

La République de l'égalité sociale dans notre France du XXI^e siècle n'advient pas sans une nouvelle abolition des privilèges de l'argent.

Si nous voulons l'abolition des privilèges, si nous voulons l'interdiction des licenciements boursiers, la fin des mises en concurrence systématiques, l'éradication des emplois précaires, des temps partiels imposés, c'est pour construire un nouvel âge du partage, un nouvel âge social, celui de la sécurisation sociale et professionnelle de tous, celui de la sécurisation du droit à la santé, au logement, à l'éducation.

Voilà ce qui à nos yeux devrait être le cœur des priorités gouvernementales, et non la course à la compétitivité.

La République que nous voulons vivre, c'est celle de la reconquête d'une véritable souveraineté populaire. À l'heure de la mondialisation, de l'Europe austéritaire, des actionnaires financiers, de la présidentialisation qui concentre et confisque les pouvoirs, tout doit être reconstruit.

Nous voulons le pouvoir partagé des citoyens, et non le présidentialisme qui concentre tous les pouvoirs ; nous voulons la démocratie sociale, les droits des travailleurs et l'appropriation sociale de nos métiers, de notre travail, des richesses créées ; nous voulons la mondialisation de la coopération, l'Europe de la solidarité et de la mise en commun, et non plus de la concurrence.

Le respect de la parole donnée devient une grande question politique – qu'il s'agisse de la renégociation du traité européen promise par le candidat du Parti socialiste, et abandonnée par le président élu ; qu'il s'agisse de l'annonce à l'Assemblée nationale d'un repreneur pour Florange et de sa nationalisation, abandonnée en moins de deux jours sans qu'aucune explication ne soit donnée aux salariés, ni au pays, ni à la représentation nationale.

La République que nous voulons vivre, c'est celle d'une citoyenneté pleine et entière.

C'est celle qui accorde le droit de vote des étrangers. On nous dit : « Les Français n'en veulent pas. » Je récusé cette affirmation.

De quoi parle-t-on ? Les étrangers votent aux élections locales en France quand ils sont issus de pays de l'Union européenne et cela ne choque aucun Français. Dans de très nombreux pays européens, étrangers communautaires et non-communautaires votent sans problème. Alors, quel est donc le problème ? Notre système institue une discrimination entre étrangers. Et ceux qui sont discriminés sont « les plus Français » de tous, si l'on peut dire, car ils sont issus de pays colonisés par la France, travaillant depuis des années pour notre pays, des parents d'enfants et de petits-enfants français.

Autrement dit, l'absence de droit de vote des étrangers non-communautaires organise une insupportable discrimination à l'égard de citoyens actifs et résidents de notre pays. Et cela n'est plus supportable. De quelle égalité parle-t-on quand des étrangers contribuant à produire les richesses de notre pays se voient refuser ce droit mais qu'un citoyen français comme Gérard Depardieu garde la jouissance de ses droits civiques alors qu'il déménage pour ne pas avoir à payer d'impôts en France ? La République, ce n'est pas cela. Alors oui, il faut adopter cette loi, maintenant.

La République que nous voulons vivre, c'est celle qui bannit le contrôle au faciès. Ces contrôles sont injustes et discriminatoires, et ne sont d'aucune efficacité dans la lutte contre l'insécurité ou la criminalité qui sont présentés comme leur raison d'être.

Rien ne rend acceptable de telles pratiques en République.

Voilà pourquoi le PCF mettra toutes ses forces dans la campagne pour le droit de vote des étrangers que viennent de lancer plus de 50 associations et organisations avant les élections municipales de 2014, et dans la campagne pour la mise en place de récépissés lors des contrôles d'identité.

La République que nous voulons vivre, c'est celle qui refuse le discours : « La France ne peut plus être unie, parce qu'elle est devenue trop multiculturelle ».

L'identité de chacun est une alchimie toujours en mouvement. L'autre est toujours en nous. Le métissage est en chacun de nous. Nous refusons l'assignation des identités figées. La culture est une construction partagée que nous voulons en toutes circonstances mettre au coeur de notre combat émancipateur. Montaigne le disait déjà dans cette France du XVI^e siècle où l'Église catholique cherchait à exclure les protestants : « Un honnête homme est un homme mêlé. »

Quand on nous dit aujourd'hui : « L'islam en France, ce n'est pas notre histoire », nous récusons cette réécriture de notre histoire nationale, européenne, méditerranéenne qui est l'histoire d'un brassage ininterrompu.

Nous combattons l'islamophobie du FN et de l'UMP qui cache mal les mentalités coloniales et néo-coloniales revendiquées par ces droites revanchardes et nostalgiques.

Et c'est parce que la République dans laquelle nous voulons vivre, c'est plus que jamais la République laïque.

La laïcité, redisons-le, haut et fort, ce n'est pas l'uniforme d'une pensée quelle qu'elle soit. C'est au contraire la liberté de conscience pour tous, et donc la liberté de culte et de le pratiquer, c'est en même temps et indissociablement, le refus de la domination sur l'État et ses lois d'une religion quelle qu'elle soit.

Finissons-en avec l'instrumentalisation de la laïcité pour mieux en trahir l'esprit. Sachons au contraire faire vivre la laïcité dans la France telle qu'elle est réellement aujourd'hui.

La République dans laquelle nous voulons vivre, c'est au fond celle qui place par-dessus tout le respect de la dignité, de la dignité de chaque femme, de chaque homme, de chaque membre de notre société.

Aucun argument, aucune situation, aucune contrainte, aucune crise ne justifiera jamais à mes yeux l'acceptation que certains doivent se voir déclassés, niés dans leur dignité d'homme, comme les familles roms rencontrées ce matin dans le quartier de la Belle de Mai et les habitants de Maison-Blanche qui sont en butte aux marchands de sommeil depuis tant d'années.

La République s'élèvera et nous nous élèverons tous en cherchant à répondre toujours par le haut à cette ambition d'égalité et de dignité.

Alors, sommes nous impuissants ? Je le répète, nous sommes en réalité divisés.

En reconstruisant une société solidaire, nous serons plus forts tous ensemble.

Nous pouvons mettre fin aux divisions et, si nous y arrivons, il n'y aura ni maîtres, ni esclaves mais une société d'hommes et de femmes libres et égaux.

La République est notre bien commun, c'est pour la refonder que nous voulons refonder l'égalité, sans laquelle il ne peut y avoir ni liberté, ni fraternité.

Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous différencie.

Il est temps de décréter à nouveau le salut commun.

Oui, le temps est venu de mettre l'égalité au pouvoir, le temps est venu de proclamer à nouveau la Conjuración des Égaux en marche.

Vive la Liberté, vive l'Égalité, vive la Fraternité ! Vive la République, vive la France !

Et vive le Parti communiste français !